



L'école et la ville

La lutte contre les effets de la grande pauvreté sur la réussite scolaire

28

- décembre 2018 -

PROFESSION
BANLIEUE

La publication «L'école et la ville» aborde différentes thématiques liées à l'éducation dans les quartiers prioritaires. Elle est destinée aux différent-es acteur-rices de l'éducation, qu'ils-elles œuvrent au sein même de l'Éducation nationale ou en dehors du temps scolaire.

Un-e élève sur cinq est issu-e d'une famille relevant de la grande pauvreté, c'est le cas d'un-e élève sur deux en éducation prioritaire. Diverses évaluations internationales et nationales témoignent aujourd'hui de l'augmentation constante des écarts de réussite liés à l'origine sociale au sein du système scolaire français et qui font de la France l'un des pays de l'OCDE où l'origine socio-économique des élèves conditionne le plus leur destin scolaire. Comment ces situations de grande pauvreté se traduisent sur la vie scolaire, la réussite éducative et sur les apprentissages? Quelle prise en compte de ces problématiques? Quelles réponses sont apportées tant par l'institution scolaire que par les acteur-rices partenaires sur les territoires concernés?

CHRISTIAN WASSENBERG,
directeur académique
de Seine-Saint-Denis
de mars 2015 à juin 2019

MARIE-ALETH GRARD,
présidente ATD Quart-Monde
depuis juillet 2020
(vice-présidente au moment
de l'intervention)

VANESSA STETTINGER,
sociologue, spécialiste
de la sociologie de la pauvreté,
maîtresse de conférences,
université de Lille ULR3589
CeRIES, Centre de Recherche
Individus Épreuves et Sociétés.

État des lieux

En France, près de 9 millions de personnes vivent au dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1 000 euros par mois, parmi lesquelles 2,3 millions connaissent une situation de grande pauvreté, celle-ci se caractérisant par le cumul de nombreux problèmes (logement, emploi, santé, éducation...). On ne tombe pas dans cette situation du jour au lendemain, mais on n'en sort pas non plus rapidement. La grande pauvreté c'est vivre de chambre d'hôtel en chambre d'hôtel, c'est vivre dans un logement insalubre, c'est vivre dans la rue, c'est aussi avoir 25 ans d'espérance de vie en moins que la moyenne de la population.

- * 1,8 million d'élèves demeure dans une famille qui vit au dessous du seuil de pauvreté;
- * 1,2 million dans une famille qui vit dans la grande pauvreté.

La grande pauvreté c'est vivre de chambre d'hôtel en chambre d'hôtel, c'est vivre dans un logement insalubre, c'est vivre dans la rue. 1,8 million d'élèves demeure dans une famille qui vit au dessous du seuil de pauvreté et 1,2 million dans une famille qui vit dans la grande pauvreté.

Une situation qui n'est donc pas spécifique aux élèves faisant leur scolarité dans les établissements appartenant aux réseaux d'éducation prioritaire (Rep) ou aux réseaux d'éducation prioritaire renforcés (Rep+). Selon les chiffres de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), 76 % des enfants issus de milieux défavorisés sont en unités localisées pour l'inclusion scolaire (Ulis) et 84 % en section d'enseignement général et professionnel adapté (Segpa). Des chiffres qui ne manquent pas d'interroger, surtout quand on sait que seulement 34 % des jeunes en Segpa obtiennent un CAP à la sortie – CAP qu'un certain nombre d'entre eux-elles n'ont de surcroît pas choisi –, ce qui veut dire que près de 60 % de ces élèves sortent de l'école sans diplôme. Comment ces jeunes sans diplôme, sans profession choisie, sans métier peuvent-ils-elles s'imaginer un avenir dans notre société?

Dans l'académie de Créteil, mais bien sûr ailleurs aussi, certain-es chef-fes d'établissement, des inspecteur-rices vont à la rencontre de ces jeunes pour dialoguer avec eux-elles, tenter de comprendre ce qu'ils-elles souhaitent pour leur avenir et essayer de les aider. Car il s'agit de stopper cette hémorragie : depuis plus de dix ans, c'est a minima 100 000 jeunes qui sortent du système scolaire chaque année sans diplôme.

CONSTRUCTION D'UNE SOCIOLOGIE DE LA PAUVRETÉ

Contrairement aux philanthropes du XIX^e siècle qui, au nom d'une éthique humaniste, entendaient encourager les riches à la compassion et à l'exercice de la bienfaisance et moralisaient les pauvres, considéré-es comme de mauvaises personnes qu'il fallait transformer et remettre dans le droit chemin, certains penseurs de l'époque ne s'emploient pas à dénoncer la fatalité, le mode de sagesse, l'abandon des enfants, l'alcoolisme, l'absence de moralité des pauvres. À la différence d'une approche descriptive et substantialiste des pauvres (la pauvreté est une essence qui appartient à l'individu), ils vont privilégier une analyse des modes de construction de cette catégorie sociale en caractérisant les relations d'interdépendance entre la société et ces personnes. Alexis de Tocqueville et Karl Marx sont parmi ceux qui sont considérés aujourd'hui comme des précurseurs d'une sociologie de la pauvreté.

Dans son livre *Mémoire sur le paupérisme* publié en 1835, Alexis de Tocqueville, prenant l'exemple des Indiens qu'il a rencontrés au cours de ses séjours en Amérique du Nord, souligne le décalage entre leur pauvreté qu'il observe et le sentiment que les Indiens éprouvent à l'égard de leur condition : « *J'ai plaint leur destinée, mais eux ne la trouvaient point cruelle. Coulé au milieu de la fumée de sa hutte, couvert de grossiers vêtements, ouvrage de ses mains ou produit de sa chasse, l'Indien regarde en pitié nos arts, considérant comme un assujettissement fatigant et honteux les recherches de notre civilisation ; ils ne nous envient que nos armes.* » Si le regard de l'observateur extérieur ne coïncide pas avec celui des autochtones, c'est parce qu'il a été façonné par une autre culture. La pauvreté des Indiens n'existe donc que si on la rapporte à un autre univers de besoins, lequel évolue en permanence et ne peut pas de ce fait constituer une référence absolue. Par ces observations, Alexis de Tocqueville

Évolution historique de la sociologie de la pauvreté

Vanessa Stettinger - Sociologue,
spécialiste de la sociologie de la pauvreté

fait non seulement preuve de relativisme culturel, mais touche d'emblée à un problème de définition de la pauvreté qui le conduit à distinguer l'approche objective et l'approche subjective de la pauvreté et à les comparer. Il faut rendre grâce à Alexis de Tocqueville d'avoir relativisé la notion de pauvreté en soulignant que les besoins sont variables d'une société à l'autre et d'une époque à l'autre de notre histoire. En sociologue, il a établi que la pauvreté n'existe pas en elle-même, mais par rapport à l'état d'une société prise comme un tout. Son intérêt à l'égard de l'étude de la subjectivité des individus, le sens qu'ils donnent eux-mêmes à leurs expériences vécues, l'a conduit également à adopter un regard qui n'est ni misérabiliste ni populiste. Il écoute les gens, mais ne juge pas ce qu'ils

Alexis de Tocqueville, prenant l'exemple des Indiens rencontrés en Amérique du Nord, souligne le décalage entre leur pauvreté qu'il observe et le sentiment que les Indiens éprouvent à l'égard de leur condition. En sociologue, il a établi que la pauvreté n'existe pas en elle-même, mais par rapport à l'état d'une société prise comme un tout.

sont en train de vivre. Il évite ainsi l'ethnocentrisme de classe qui consiste à porter un regard sur l'autre à partir de ses propres références sociales et culturelles, une posture répandue à l'époque chez les moralistes et bienfaiteurs des pauvres. D'une autre façon, Karl Marx soulignera à son tour dans ses travaux le rôle joué par la société dans la construction de la pauvreté. De son analyse à la fois théorique et descriptive du système capitaliste et surtout à travers ce qu'il nomme «*l'armée industrielle de réserve*», il dégage une conclusion sociologique importante : la masse des pauvres n'est pas fixe, elle n'augmente pas non plus de façon constante, elle reflète avant tout les variations périodiques du cycle industriel. On trouve dans les analyses de Karl Marx sur les surnuméraires une notion de base qui est celle du cycle industriel. Aux périodes d'accumulation rapide et de centralisation massive des moyens de production correspondent des conditions de vie misérables pour les travailleur-euses : nourriture médiocre, entassement dans des logements dégradés, risques de maladies, d'épidémies, etc. Aux périodes de stagnation ou de baisse de production correspond une progression importante du chômage et du nombre de pauvres pris en charge par les pouvoirs publics. Karl Marx explique que les pauvres ne sont pas né-es comme ça, mais que c'est la société capitaliste qui les produit.

Créée dans une période favorable au développement des forces de gauche et aux organisations ouvrières, au moment où il est nécessaire de rassembler les forces de la nation pour réparer les dommages de la guerre, la Sécurité sociale apparaît comme une institution de progrès social.

Même si les analyses d'Alexis de Tocqueville et de Karl Marx ne se recoupent que très partiellement, l'un et l'autre ont été sensibles à l'émergence et au gonflement des classes dites des indigent-es au cours de cette période de l'histoire. Ils sont sensibles à ce processus par lequel une frange importante de la population est reléguée durablement dans des situations de vulnérabilité et des situations dévalorisantes. Si leurs interprétations ne sont pas semblables, ils soulignent leur ambition d'interpréter la question sociale de l'époque dans sa globalité et par là même le devenir des sociétés modernes. Que nous apprennent ces

deux auteurs ? Tout d'abord, à regarder les pauvres avec d'autres yeux, sans jugement, à écouter leur point de vue avant d'apprendre à les connaître sans que les différences soient perçues comme des défaillances. Ils nous apprennent surtout que la pauvreté est un construit social et que chaque société, d'une certaine façon, désigne qui sont ses pauvres, ce qui rend difficile la définition de la pauvreté.

DES TRANSFORMATIONS SOCIALES QUI CHANGENT LA PERCEPTION DE LA PAUVRETÉ

Pendant les Trente Glorieuses, la société française a connu une augmentation sans précédent de son niveau de vie : en 1970, le revenu national moyen de la population est trois fois supérieur à sa valeur dans les années 1940. Cette transformation du paysage économique s'est accompagnée à partir de 1945 d'une autre évolution non moins importante qui a fortement contribué à l'amélioration des conditions de vie des Français-es : la Sécurité sociale. Créée dans une période favorable au développement des forces de gauche et aux organisations ouvrières, au moment où il est nécessaire de rassembler les forces de la nation pour réparer les dommages de la guerre, la Sécurité sociale apparaît comme une institution de progrès social. Mais elle ne s'est pas complètement substituée à l'assistance, les personnes ne bénéficiant pas d'une couverture sociale complète, en particulier les personnes âgées et les personnes en situation de handicap, ont continué à être prises en charge au titre de l'assistance ou de l'aide sociale. La Sécurité sociale se construit petit à petit.

La croissance des salaires et des dépenses de protection sociale n'a pas diminué les profits, car la productivité du travail a également crû fortement pendant cette période. Les développements de l'État providence étaient même devenus un rouage essentiel au développement de l'économie dans la mesure où l'augmentation du pouvoir d'achat ouvrait à de nouveaux débouchés. Dans cette période, l'extension de la Sécurité sociale dépendait

de la croissance économique qui créait des emplois et faisait rentrer des cotisations. En même temps, elle la favorisait puisqu'elle permettait aux ménages de consommer davantage. Ce système paraissait efficace tant que le chômage n'était que résiduel. L'assistance traditionnelle versée à des populations spécifiques semblait suffire pour compenser les défaillances de la Sécurité sociale. Pourtant, à ce moment-là, le thème des inégalités n'a pas cessé de nourrir les réflexions des intellectuel·les engagés dans les luttes sociales et de mobiliser les organisations syndicales et les partis politiques de gauche et d'extrême gauche. Même si elles diminuaient, les inégalités étaient considérées comme injustes. Les revendications portaient sur un meilleur partage des bénéfices de la croissance. On découvrait aussi que les inégalités scolaires et culturelles se reproduisaient, que les inégalités de pouvoir se maintenaient, qu'il existait encore de fortes différences de consommation et de conditions de vie. Le débat social portait davantage sur les inégalités et les luttes pour le partage des bénéfices que sur la pauvreté en tant que telle. Celle-ci renvoyait à des conditions ouvrières et, de façon plus large, à la division de la société en classes. On est donc dans une société qui marche bien, mais il y a des inégalités qui sont d'autant plus insupportables qu'il y a de l'argent et du travail.

Dans les années 1950, les exclu·es du logement sont nombreux·euses, la France se relève péniblement de la guerre, l'exode rural est important et les logements sont insuffisants pour faire face à cette demande nouvelle. On se souvient de l'hiver 1954 et de l'appel de l'abbé Pierre qui provoque une prise de conscience de la pauvreté. Des centaines de comités d'aide aux sans-logis sont créés en France et des sommes sont collectées. On va appeler ce mouvement « l'insurrection de la bonté ». On accélère à ce moment-là la construction de cités dites d'urgence. Les pouvoirs publics vont avoir une politique ambitieuse de construction de logements sociaux qui a connu son apogée dans les années 1960, mais qui va plutôt bénéficier aux couches supérieures de la classe ouvrière et

On se souvient de l'hiver 1954 et de l'appel de l'abbé Pierre qui provoque une prise de conscience de la pauvreté. Des centaines de comités d'aide aux sans-logis sont créés en France et des sommes sont collectées. On va appeler ce mouvement « L'insurrection de la bonté ».

aux classes moyennes. De nombreuses expériences concernant les logements – logements spécialisés, logements de transition, logements promotionnels, logements d'urgence – ont lieu dans cette période. En 1957, le père Joseph Brezinski, partage avec quelques volontaires venus de différents pays la vie des familles au camp des Sans-Logis à Noisy-le-Grand et fonde le mouvement ATD Quart Monde. Dans cette période, l'État affirme sa volonté d'être une instance réparatrice des dysfonctionnements sociaux. On retrouve une extension de l'intervention publique et un ciblage des populations à problèmes : personnes en situation de handicap, délinquants, familles à risque, enfants en danger. L'histoire des bidonvilles ne s'achève pas dans les années 1970, mais le problème des taudis devient marginal, les populations à problèmes ont été déplacées et disséminées ou se retrouvent dans les grands ensembles. Même s'il reste toujours une population mal logée, la situation s'est quand même nettement améliorée, mais subsiste toutefois une population pauvre qui est devenue moins visible.

Dans les années 1980, on observe un grand changement dans le traitement de la pauvreté. On recommence à parler du problème du logement, mais il se pose dans d'autres termes que dans les années 1950 ou 1960. Ce n'est plus l'insuffisance du nombre de logements disponibles qui explique l'apparition de nouveaux pauvres, mais des évolutions structurelles qui se produisent simultanément¹ :

- Un premier changement dans les structures de la société est lié à la dégradation du marché de l'emploi et à la montée du chômage de longue durée qui frappe à la fois les jeunes sans expérience professionnelle et les travailleur·euses les plus âgé·es.

- Un second changement est dû à l'affaiblis-

1. Voir à ce sujet les travaux de Serge Paugam sur la pauvreté. Cf. sources bibliographiques p.6

sement des liens sociaux qui prend deux formes différentes :

- * l'instabilité du lien familial (augmentation des divorces, monoparentalité...) qui engendre des situations d'isolement et de vulnérabilité qui touchent particulièrement les femmes des classes populaires,
- * le déclin des solidarités de classe, qui donnaient auparavant le sentiment d'appartenir à un groupe uni par le même destin et les mêmes revendications.

L'affaiblissement du mouvement ouvrier et la « crise des banlieues » sont à la fois la cause et la conséquence de ces processus. Ces évolutions ont touché, depuis presque quarante ans, des personnes issues le plus souvent des catégories populaires, mais qui n'ont pas toutes été socialisées, contrairement au sous-prolétariat

La lutte contre les inégalités des années 1950-60 est remplacée par la lutte contre les exclusions et la grande pauvreté. Cette substitution peut aussi être vue comme une transformation de la représentation de la pauvreté, une modification profonde dans la façon de l'appréhender.

des taudis ou des bidonvilles, dans des conditions d'existence misérables. Les populations qui s'adressent aux services d'action sociale se sont aussi diversifiées et ont transformé l'action sociale. Dans les années 1980, la pauvreté n'est donc plus exclusivement saisie par les filtres du logement, elle est présente chaque fois que l'on évoque les effets de la crise, elle est devenue le thème que l'on aborde sous tous les angles tant qu'elle est l'expression d'une interrogation sur la cohésion de la société. Cette pauvreté change à nouveau de visage avec l'arrivée de nouvelles formes d'immigration, une question très présente aujourd'hui. Aux nouvelles réalités économiques et sociales de la société française correspondent de nouvelles approches du phénomène de la pauvreté et de nouvelles façons de le traiter.

APPROCHE SOCIOLOGIQUE DES POLITIQUES DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Dans les années 1970, en lien avec les changements structureaux de la société, on observe d'importants changements dans le traitement de la pauvreté. On assiste à un changement de rationalité des politiques sociales qui repose sur un mécanisme de substitution : la lutte contre les inégalités des années 1950-60 est remplacée par la lutte contre les exclusions et la grande pauvreté. Cette substitution peut aussi être vue comme une transformation de la représentation de la pauvreté, une modification profonde dans la façon de l'appréhender.

Expression d'une fracture sociale grave séparant les bénéficiaires de la croissance de celles et ceux qui en sont exclus, les pauvres constitueraient un ensemble spécifique aux marges de la société pour lequel il convient de penser des politiques spécifiques. S'amorce alors une mise en cause progressive et continue du projet antérieur pour laisser émerger une stratégie gestionnaire de groupes cibles. On assiste ainsi à l'effacement progressif, tant dans le débat public que scientifique, de la question des inégalités et à la montée des préoccupations liées à la pauvreté, l'exclusion, d'autant plus qu'elles sont très rapidement médiatisées. Ces glissements, voire cette substitution, sont loin d'être neutres, les conséquences de ce changement dans la représentation même de la pauvreté sont politiquement très significatives. Elles induisent, entre autres, des inflexions qui sont actuellement au cœur des réformes du système de protection sociale, au cœur du changement de ce que l'on appelle la rationalité des politiques sociales.

Cette transformation accompagne la transformation même du projet social qui se fixe moins comme finalité un rapprochement des conditions sociales que la mise en place d'une couverture minimale pour les individus n'ayant plus d'attache ou une attache très faible avec le secteur productif et auxquels il s'agit d'assurer un minimum d'existence. Ce changement de rationalité peut être illustré par un exemple, celui de la réforme de l'indemnisation chômage qui a



Sources bibliographiques

- Castel R., *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.
- Gueslin A., *Les gens de rien*, Paris, Fayard, 2004.
- Paugam S., *Les formes élémentaires de la pauvreté*, Paris, PUF, 2005.
- Paugam S., *La société française et ses pauvres*, Paris, PUF, 1993.

poussé le plus loin l'opposition entre assurance et assistance. C'est en 1984 qu'a été remis en cause le régime unifié instauré en 1979 et où s'est élaborée une séparation nette entre le régime d'assurance et un régime dit de solidarité avec l'allocation de solidarité spécifique. Le régime d'assurance chômage, financé par les cotisations et négocié par l'Unedic, offre aux demandeur-euses d'emploi un revenu de remplacement qui les rattache toujours à la société salariale. L'allocation de solidarité spécifique, financée par l'impôt et décidée par l'État, est destinée aux demandeur-euses d'emploi exclus du régime d'assurance. Cette séparation a une portée pratique et symbolique décisive, elle instaure en effet un véritable dualisme pour des raisons de logique financière (équilibre financier entre cotisations et prestations) et sépare de l'ensemble des chômeur-euses, donc de la société salariale, les chômeur-euses pauvres qui percevront des allocations de subvention très faibles.

D'autres changements vont s'enchaîner. La décentralisation et le désengagement financier progressif de l'État ont des conséquences directes sur les conditions de vie des personnes âgées et des jeunes avec le retour de la prise en charge familiale, sur la protection de l'enfance, etc. L'instauration de politiques ciblées en direction des populations défavorisées (discrimination positive) va de pair avec une stigmatisation de ces populations. On assiste à un développement de services spécifiques, visant à l'insertion des personnes les plus fragiles, qui demandent toujours plus de stages et de formations, un temps d'attente avant un futur emploi. Cette insertion se fait par la mise en place d'un projet; que l'on soit jeune, vieux-eille, malade ou mourant-e, il faut avoir un projet... L'évaluation des dispositifs passe par l'évaluation des résultats, nous sommes dans une logique de l'efficacité. Nous sommes aussi dans une logique de la contrepartie – on aide à la condition d'un retour à l'emploi –, c'est ce que l'on appelle l'activation des dépenses passives. Les parcours sont individualisés, on souhaite que les demandeur-euses d'emploi se responsabilisent avec

L'instauration de politiques ciblées en direction des populations défavorisées (discrimination positive) va de pair avec une stigmatisation de ces populations.

une forte injonction à l'autonomie. Derrière ces transformations, il y a la critique d'un État providence d'après-guerre trop généreux et la volonté de sortir d'un système de protection sociale qui est vu comme une trappe à inactivité.

Les nouvelles politiques mises en place aujourd'hui vont dans ce même sens. Le Plan pauvreté² présenté en septembre 2018 se bâtit sur deux volets majeurs :

- le premier vise à mettre en place une stratégie de prévention contre la pauvreté avec, entre autres, l'augmentation du nombre de places en crèche et la restructuration de la formation de la petite enfance. Il s'agit là de lever les obstacles pour les chef-fes de famille monoparentale (des femmes à 80 %) vis-à-vis de l'emploi, mais aussi de favoriser la socialisation, le langage, la stimulation des enfants.

- Le second volet cherche à mettre en place une stratégie de lutte contre la pauvreté par la formation des jeunes et la mise en emploi. Nous sommes donc toujours dans une politique d'activation, c'est-à-dire de sortie de la pauvreté par l'emploi, mais sans amélioration explicite de la protection sociale.

Outre des mesures concernant l'alimentation, la cantine, le petit-déjeuner à l'école qui découlent avant tout d'une question d'ethnocentrisme de classe et pas toujours d'un besoin propre des individus, il y a peu de précisions sur des mesures qui viendraient combattre la pauvreté au quotidien. Il n'y a rien sur la valorisation des minima sociaux qui permettraient de toucher certaines catégories de la population très vulnérables, à savoir les familles monoparentales qui se situent dans le bas des

² La stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté « *Tous mobilisés pour l'insertion par l'emploi* », a été présentée par le Président de la République le 13 septembre 2018.



Sources bibliographiques

- Autès M., *Vers de nouvelles régulations politiques de la question sociale*, Déviance et Société, 2002/2, 26, pp. 183-193.
- Bec C., *Les pauvres font bande à part*, Déviance et Société, 2002/2, 26, pp. 245-251.
- Maric M., *Trente ans de lutte contre l'exclusion et d'accroissement de la précarité*, Mouvements, n°33/34, 2004, pp. 135-141.

classes populaires, les chômeur·euses les plus éloigné·es du marché du travail, les personnes âgées qui se retrouvent de plus en plus en difficulté, sans parler de l'instauration d'un revenu minimum pour les jeunes de 18-25 ans sans emploi. Est toujours présente la peur du·de la mauvais·e pauvre, profiteur·euse, installé·e dans l'assistanat.

LES EFFETS DE LA PAUVRETÉ SUR LES INDIVIDUS

La pauvreté est une notion très vague qui regroupe un nombre important de définitions. On choisira ici de la définir comme un phénomène multidimensionnel et non strictement monétaire. Elle se traduit par de mauvaises conditions de vie, de lieux d'habitation, de santé, des difficultés d'accès à l'éducation, aux savoirs et aux possibi-

Parmi les familles prises en charge par la protection de l'enfance, les familles en situation de pauvreté sont surreprésentées parce que leurs conditions de vie les exposent plus que d'autres au regard des différentes institutions (PMI, crèches, écoles) qui gravitent autour de l'enfant.

lités de communication. Elle renvoie aussi à une histoire, une histoire de chance, de ressources économiques, sociales, culturelles. On peut parler dans certains cas d'habitus, pour citer Pierre Bourdieu³, construits dans la pauvreté.

Dans le cadre de sa recherche, Vanessa Stettinger⁴, spécialiste en sociologie de la pauvreté, a réalisé une cinquantaine d'entretiens avec des familles du nord de la France dans une situation de grande pauvreté qui étaient suivies par une mesure d'action éducative en milieu ouvert. Elle a rencontré des pères, des mères et des enfants à leur domicile ou dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Ce

3. L'habitus : au cœur de la sociologie de Bourdieu, secession.fr, Gilles Sarter.

4. Stettinger V. : • *Devenir une « bonne » mère. Une trajectoire balisée par l'intervention sociale*, Revue de politiques sociales et familiales, n°129-130, 2019, pp. 77-88. • *Les « non-parents ». Ou comment on devient parents d'un enfant absent*, Ethnologie Française, XLIX, 2, 2019, pp. 407-420. • *Mère « je fais tout ». Des pratiques éducatives populaires en tension*, Travail, Genre et Sociétés, 2018, Ménages populaires, 1 (39), pp. 83-99. • *Pour une approche sociologique renouvelée des «enfants pauvres»*, Sociologie, n°4, vol. 5, 2014, pp. 441-454.

travail, réalisé sur la durée, lui a permis d'avoir une relation de proximité et de confiance avec ces familles. Nombre d'entre elles avaient des trajectoires marquées par diverses formes de pauvreté (socio-économique, relationnelle, culturelle). Pour le sociologue Numa Murard⁵, « *Le manque de ressources affecte directement les relations. Ce n'est pas l'amour qui manque, mais l'amour manque de ressources.* » Parmi les familles prises en charge par la protection de l'enfance, les familles en situation de pauvreté sont surreprésentées parce que leurs conditions de vie les exposent plus que d'autres au regard des différentes institutions (PMI, crèches, écoles) qui gravitent autour de l'enfant. Claire Ganne⁶ a montré comment la qualité et surtout la stabilité du logement ont un effet protecteur par rapport au placement, y compris pour les familles en grande difficulté.

Ces familles ont peu de réseaux sociaux – leur entourage a de toute façon souvent lui aussi peu de ressources – une forme de solitude qui les fragilise face à certaines injonctions. Alors que l'ancrage territorial peut s'avérer une ressource importante, les familles pauvres qui déménagent souvent parce qu'elles sont en recherche de meilleures conditions de logement n'ont pas la possibilité de construire un réseau de solidarité au niveau du territoire. Sans parler du stigmate qu'elles subissent qui les poussent à se rapprocher des personnes qui se trouvent dans les mêmes situations qu'elles. Par ailleurs, leurs conditions matérielles précaires génèrent des tensions et des conflits dans le quotidien, qui peuvent se transformer en violences vues comme problématiques, l'exiguïté des logements y contribuant pour partie. Le manque d'argent oblige certaines familles à faire des choix et les tensions autour de ces

5. Murard N., *La monoparentalité à l'origine de la parentalité*, Dialogue, 1, n° 163, 2004, pp. 51-59.

6. Ganne C., *Vivre en centre maternel : le jeune enfant au cœur de la dynamique relationnelle entre sa mère et les professionnel·les*, Revue internationale de l'éducation familiale, 42 (2), 2017, pp. 135-154.

choix sont nombreuses. Des parents favorisent par exemple un des enfants de la fratrie parce qu'il-elle réussit mieux que les autres, ils vont le nourrir ou l'habiller différemment en pensant lui donner ainsi le maximum de chances de réussir, ce qui peut susciter des jalousies et parfois même des vols au sein de la famille. Il faut aussi parler de la santé de ces personnes, y compris des enfants, qui ne reçoivent pas les soins médicaux nécessaires, ce qui finit par abîmer leur corps et les vieillit prématurément.

Même si elle y concourt très fortement, la pauvreté ne conduit pas systématiquement à l'échec scolaire, car, comme le note Bernard Lahire⁷, les mêmes situations sociales ne fabriquent pas les mêmes êtres humains. Divers travaux, donc ceux de Daniel Thin⁸, ont montré les décalages existants entre les milieux populaires – on ne parle pas là nécessairement de pauvreté – et l'école détentrice d'une culture légitime. Ces décalages génèrent des tensions entre les familles et l'école qui se cristallisent souvent autour des devoirs, ceux-ci étant fréquemment vécus par les mères, auxquelles cette tâche est généralement dédiée, comme un cauchemar, une partie d'entre elles évoquant de surcroît le manque de reconnaissance que l'institution scolaire leur témoigne.

Vanessa Stettinger a constaté que les enfants qui posaient problème à l'école étaient souvent ceux qui en posaient aussi à la maison. Cela s'explique aisément quand on sait que ces enfants ont souvent eu des vécus difficiles, ont connu des violences au sein de la famille, des placements, etc. Leur comportement est considéré comme problématique par l'institution scolaire, car il ne correspond pas à celui qu'on attend d'un-e élève. Ces enfants sont qualifiés d'« agité-es » parce qu'on a du mal à les définir précisément, ils-elles n'ont pas un handicap qui justifierait leur placement dans une structure spécialisée, mais dérangent beaucoup quand ils-elles sont dans l'école, qui ne sait pas trop quoi faire d'eux. Ils auraient besoin d'aménagements particuliers, or ce sont les règles collectives qui priment à l'école. Même si les enseignant-es s'emploient à diffé-

rencier de plus en plus leur pédagogie, ils disent leur impuissance à gérer ces enfants qui sont de véritables perturbateur-rices dans leur classe.

Beaucoup d'élèves arrêtent leurs études parce qu'ils-elles sont démotivé-es par leur cursus. Les enfants vivant dans la pauvreté choisissent rarement leur filière d'étude parce qu'on anticipe pour eux-elles les difficultés qu'ils-elles vont rencontrer. C'est ainsi qu'une jeune fille brillante qui voulait devenir vétérinaire a été réorientée vers la coiffure, ou encore qu'un jeune garçon qui voulait travailler dans la vente a été dirigé vers l'horticulture, alors qu'il a horreur de mettre les mains dans la terre...

Quelques pistes pour améliorer les relations entre l'école et les parents pauvres :

- * Porter un regard différent sur l'autre. Le décalage qui peut exister entre les pratiques éducatives des parents et les attendus du monde scolaire est souvent en lien avec les différences d'appartenance sociale. Ces façons de faire différentes des familles vivant dans la pauvreté tiennent surtout à leur distance sociale de la culture légitime. Il est donc important que les acteur-rices du monde scolaire comprennent que certaines pratiques des familles jugées déplacées sont en réalité des formes d'adaptation à leurs ressources et à leur quotidien (hygiène, vêtement, punitions, etc.).
- * Nouer un dialogue avec les parents éloignés du monde scolaire pour qu'ils se familiarisent avec l'institution et apprennent à ne plus en avoir peur.
- * Témoigner de la reconnaissance aux parents qui se sentent souvent déconsidérés par l'institution scolaire alors qu'ils font tout ce qui est en leur pouvoir pour la réussite de leurs enfants.

Le traitement de la pauvreté a évolué au cours du temps. L'école, institution centrale dans la vie des individus, doit s'adapter. Mais n'oublions pas que si la lutte contre la pauvreté est l'affaire de tou-tes, elle relève avant tout de la responsabilité de l'État.

Le décalage qui peut exister entre les pratiques éducatives des parents et les attendus du monde scolaire est souvent en lien avec les différences d'appartenance sociale. Ces façons de faire différentes des familles vivant dans la pauvreté tiennent surtout à leur distance sociale de la culture légitime.

7. Lahire B., *Tableaux de familles. Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires*, Seuil, 1995.

8. Thin D., *Un travail parental sous tension : les pratiques des familles populaires à l'épreuve des logiques scolaires*, Informations sociales, vol. 4, n° 154, 2009, pp. 70-76.

« Une école de la réussite pour tous »

L'avis du Conseil économique, social et environnemental (Cese)

Marie-Aleth Gard, rapporteure – mai 2015

Le Cese, troisième assemblée de la République, a produit un avis sur « L'école de la réussite pour tous », celle qui doit permettre à tou·tes les élèves d'acquérir le socle commun de connaissances, de compétences et de culture à la fin du collège et de choisir leur orientation.

Jean-Paul Delahaye, ancien inspecteur général de l'Éducation nationale, a été missionné en 2014 par Najat Vallaud-Belkacem, alors ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, pour travailler sur le sujet de la grande pauvreté et de la réussite scolaire⁹ en collaboration avec Marie-Aleth Gard, rapporteure du Cese sur l'école de la réussite pour tou·tes et vice-présidente d'ATD Quart Monde. À ce titre il a siégé au Cese pendant les neuf mois qu'ont duré les travaux. Ceux-ci se sont appuyés sur un travail de terrain qui a permis d'auditionner des enseignant·es, des recteur·ices, des inspecteur·ices, des parents d'élèves et des élèves. Ce travail ne pouvait s'envisager sans y associer les personnes ayant l'expérience de la grande pauvreté. C'est ainsi qu'a été formé, en parallèle des trente conseiller·ères de la section éducation du Cese, un groupe composé de cinq chercheur·euses,

9. Grande pauvreté et réussite scolaire. Le choix de la solidarité pour la réussite de tous, Jean-Paul Delahaye, rapport à madame la ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, mai 2015.

cinq enseignant·es, cinq acteur·rices de quartier (responsables de centres sociaux, éducatrice·s de quartier), cinq parents solidaires, c'est-à-dire des parents qui ont l'attention de tous les parents et qui ne pratiquent pas l'évitement scolaire, et dix parents ayant l'expérience de la grande pauvreté. Ils·elles ont travaillé avec la technique du croisement des savoirs mise au point par ATD Quart Monde qui consiste à croiser les savoirs des acteur·rices de terrain, les savoirs académiques et les savoirs de vie des parents, avec l'objectif de créer un nouveau savoir.

Les membres de ce groupe ont d'abord travaillé de leur côté sur la base des retranscriptions des auditions menées par le Cese, puis ont ensuite participé à trois réunions avec les conseiller·ères du Cese pour partager le fruit de leurs réflexions et élaborer ensemble des préconisations sur l'école de la réussite pour tou·tes. Il a fallu un peu de temps pour que ces personnes aux profils très différents arrivent à travailler ensemble, mais, à l'arrivée, on constate que cette technique de croisement est très riche et novatrice. Dans le cadre de ce travail, les élèves d'un lycée d'Aubervilliers ont fait un exposé remarquable sur la pédagogie de la coopération, une pédagogie particulièrement intéressante, car elle permet davantage, tout comme la pédagogie différenciée ou la pédagogie explicite, la réussite de tou·tes les élèves.

Le Cese a fait une soixantaine de préconisations qui ont été reprises par nombre d'académies, dont celle de Créteil. Quatre points, indissociables, s'avèrent fondamentaux pour construire cette école de la réussite pour tou·tes :

- * un travail en équipe des enseignant·es,
- * un accueil égal pour tous les parents à l'école,
- * une formation continue des enseignant·es,
- * une gouvernance bienveillante et exigeante.

Il apparaît fondamental de renforcer la formation initiale et continue à la connaissance et à la compréhension des différents milieux sociaux pour les enseignant·es et toute la communauté éducative qui, souvent, n'habitent pas dans les quartiers difficiles où ils·elles travaillent et manquent de ce fait de repères pour comprendre certaines situations. Exemple d'incompréhension : une enseignante met un mot dans le cahier d'un de ses élèves pour signaler

à ses parents qu'il est insolent et perturbateur pour la classe et lui demande de le leur faire signer. Au bout d'une semaine, le cahier n'est toujours pas signé. Elle va donc voir la famille et la maman lui dit : « *Moi, quand je signe un papier c'est que je suis d'accord. Comme je ne suis pas d'accord avec le comportement de mon enfant à l'école, je n'ai pas signé le cahier.* » Autre exemple : une maman achète à son fils un gâteau pour la fête de fin d'année de l'école. Il est tout heureux parce qu'enfin il amène quelque chose à l'école. Mais l'enseignante, qui sait que cette famille n'a pas beaucoup d'argent, lui dit que sa maman aurait pu faire le gâteau elle-même et garder son argent pour autre chose. L'enfant, blessé, en parle à sa maman qui va voir l'enseignante, très en colère. Elle lui explique qu'il était très important pour elle d'acheter ce gâteau, que de toute façon elle n'a pas de four et n'a jamais réussi à faire de beaux gâteaux, et qu'il est inadmissible qu'elle ait infligé cette blessure à son fils.

L'incompréhension peut aussi déclencher un conflit de loyauté chez l'élève qui l'empêche de rentrer dans les apprentissages. Quand un-e enfant vit un décalage important entre son milieu familial et le milieu scolaire (règles, langage, habitudes...), de manière inconsciente, pour ne pas trahir ses parents, son milieu, il-elle va refuser les apprentissages. Pour tenter de dénouer les nœuds d'incompréhension, ATD Quart Monde et Canopé Rennes ont développé un outil de formation sous forme de DVD¹⁰ avec des professionnel·les de l'éducation et des personnes vivant dans la grande pauvreté qui ont réfléchi ensemble pendant plusieurs années sur la relation parents-communauté éducative. La Fête des histoires¹¹ est un autre outil que les enseignant·es de l'académie de Montpellier ont développé pour accueillir tous les parents dans l'école autour du livre, y compris celles et ceux qui ne savent pas lire ou comprennent mal la langue française. L'objectif est de les familiariser avec les livres et de les convaincre que, malgré leurs difficultés, ils-elles peuvent aider leurs enfants à rentrer dans la lecture et à réussir à l'école. Cette démarche est d'autant plus importante qu'un-e enfant issu-e d'un milieu très défavorisé rentre dans le milieu scolaire avec mille heures d'écoute d'histoires en moins

Les enfants issu-es de milieux défavorisés en échec scolaire ont juste un décalage à rattraper et nullement une impossibilité à apprendre.

que ses camarades. Comme le dit Vivianne Bouysse, inspectrice de l'Éducation nationale et spécialiste de l'école maternelle, même si l'école ne peut pas tout, elle peut cependant beaucoup.

C'est à nous tou·tes, ensemble, qu'il appartient de tenter de rattraper une grande partie du retard de socialisation que connaissent ces élèves qui ont une vie très dure. Les chercheur·euses du Laboratoire de psychologie du développement et de l'éducation de l'enfant (LaPsyDE¹²) dirigé par Olivier Houdé ont montré que l'on peut déjà voir dans le cerveau d'un-e enfant de six mois qu'il-elle a eu une vie très difficile et ont identifié des points de blocage qui rendent plus compliqués les apprentissages. Ils-elles ont décidé de se rendre dans des classes deux fois par semaine pendant plusieurs mois pour tester sur tou·tes les élèves des jeux très simples afin de permettre à ceux·celles qui ont de gros blocages de rentrer petit à petit dans les apprentissages, car, pour eux-elles, les enfants issu-es de milieux défavorisés en échec scolaire ont juste un décalage à rattraper et nullement une impossibilité à apprendre.

Il faut enfin souligner l'engagement remarquable de l'académie de Créteil qui a mené une réflexion et un ensemble d'actions destinées à lutter contre les effets de la grande pauvreté à l'école. Dans le cadre de son plan Grande pauvreté et réussite scolaire, elle a mis en place des « Grains d'animation »¹³, des outils de formation conçus par ATD Quart Monde pour organiser des animations pédagogiques dans les écoles, collèges et lycées autour des élèves vivant dans la grande précarité. Ils permettent d'aborder des thèmes difficiles (conflit de loyauté, lutte contre les idées fausses, communication avec les parents...) par des débats, des jeux ou du théâtre forum.

10. *Familles, école, grande pauvreté. Dénouer les nœuds d'incompréhension*, DVD Rom, édition 2008.

11. *La fête des histoires. Quand le livre favorise les relations école-famille...*

12. *Laboratoire de Psychologie du Développement et de l'Éducation de l'Enfant.*

13. *Grains d'animation.*

Un système éducatif profondément inégalitaire

Si la moitié des élèves français-es de 15 ans ont un niveau équivalent à celui de pays comme la Corée ou la Finlande, des pays en tête des classements internationaux Pisa ou Pirls, ils-elles sont près de 30 % (élèves essentiellement issu-es des milieux populaires) à être en situation de grande difficulté avec un niveau identique à celui de pays très défavorisés. La France est le pays du grand écart, un écart qui, de surcroît, s'amplifie depuis quinze ans. Heureusement, même si le phénomène est très nouveau, l'école est de plus en plus préoccupée par ces inégalités. Elle est beaucoup moins fermée sur elle-même qu'elle ne l'était par le passé, elle est plus partenariale. On a parlé des formations initiales et continues pour les enseignant-es, mais il y a aussi les formations intercatégorielles et interprofessionnelles, indispensables, qui seront bénéfiques à condition de conserver la pluralité des regards. Ce triangle constitué des parents et élèves, des acteur-rices de la ville et de l'Éducation nationale peut se retrouver autour de situations de formation, formation entendue au sens non académique, pour faire avancer les pratiques quotidiennes en s'enrichissant du regard de chacun-e.

L'académie de Créteil a rédigé un vade-mecum « Grande pauvreté et réussite scolaire »¹⁴, très opérationnel, à destination des établissements scolaires qui se décline en trois grands principes : la nécessité de connaître pour agir

14. [Grande pauvreté et réussite scolaire](#)

localement ; la nécessité d'intégrer la question au pilotage des établissements ; la nécessité de garantir l'équité scolaire. De son côté, le ministère de l'Éducation nationale a créé, pour affiner l'indicateur classique de profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS), l'indice de position sociale (IPS) afin de permettre aux collèges de mieux identifier le contexte social de leurs élèves.

Pour Christian Wassenberg, directeur académique des services de l'Éducation nationale de Seine-Saint-Denis (jusqu'en juin 2019), l'accès au droit pour les familles est un sujet prioritaire. Il encourage les établissements scolaires à se pencher sur la question de l'accès aux bourses et de l'utilisation des fonds sociaux, qui sont insuffisamment utilisés aujourd'hui, et s'engage à accompagner dans cette voie celles et ceux qui le souhaiteront.

S'il est manifeste qu'on ne peut pas enseigner en Seine-Saint-Denis comme partout ailleurs, tout le travail engagé sur ce département n'en est pas moins une opportunité pour le système éducatif dans son ensemble. L'ouverture de l'école permet d'engager des projets pédagogiques qui seront utiles ailleurs, car il ne s'agit pas ici d'une approche ciblée avec une dimension compassionnelle, ce n'est d'ailleurs pas ce que demandent ATD Quart Monde et les familles. Ils-elles veulent avant tout une équité et un regard, et c'est cela qui conduit à interroger et à faire évoluer les pratiques pédagogiques au service des élèves. ■

L'École et la Ville n°28

Directrice de publication :
Sandrine Joinet-Guillou
Re transcription :
Nicole Fraysse
Cheffes de projet :
Sophia Bouca-Diagne
& Elsa Micouraud
Maquette : David Faure /
novembre 2020



académie
Créteil



Direction des services départementaux
de l'éducation nationale
Seine-Saint-Denis

**PROFESSION
BANLIEUE**

CENTRE DE RESSOURCES

15, rue Catulienne
93200 Saint-Denis
Tél. : 01 48 09 26 36
Fax : 01 48 20 73 88
profession.banlieue@orange.fr
www.professionbanlieue.org

AVEC LE SOUTIEN DE

- L'Anct
- La Préfecture de l'Île-de-France
- Le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis
- La Préfecture de la Seine-Saint-Denis
- Les villes et les EPT de la Seine-Saint-Denis